

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2004 — 432

[2004/200134]

### Extrait de l'arrêt n° 2/2004 du 14 janvier 2004

Numéros du rôle : 2542 et 2546

*En cause* : les recours en annulation totale ou partielle de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, introduits par J.-Y. Stevens et autres et par l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 23 et 24 octobre 2002 et parvenues au greffe les 24 et 25 octobre 2002, un recours en annulation totale ou partielle (articles 129 et 137) de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police (publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 2002, deuxième édition) a été introduit par :

- J.-Y. Stevens, demeurant à 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyens, demeurant à 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, demeurant à 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, demeurant à 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, demeurant à 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, et O. Onkelinx-Hubeaux, demeurant à 5580 Rochefort, rue des Fermes 11;

- l'a.s.b.l. Syndicat de la police belge, ayant son siège à 1060 Bruxelles, avenue Henri Jaspar 114/19, A. Delcourt, demeurant à 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, E. Lebon, demeurant à 5000 Namur, rue des Perdrix 15, R. Bamps, demeurant à 6700 Arlon, route de Neufchâteau 445, A. Moulin, demeurant à 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, demeurant à 1140 Bruxelles, rue de la Plaine d'Aviation 38, J.-M. Le Moine, demeurant à 1560 Hoelaart, Biesmanstraat 77, C. Pevenage, demeurant à 1390 Grez-Doiceau, Ruelle des Croix 31, G. Willemart, demeurant à 2100 Belgrade, rue des Balsamines 13, C. Denayer, demeurant à 5340 Gesves, rue Les Fonds 92, et I. Carlier, demeurant à 5000 Namur, rue J. Hamoir 34.

Par ordonnance du 31 octobre 2002, la Cour a joint les affaires.

(...)

#### II. *En droit*

(...)

*Quant à la confirmation législative rétroactive de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (premier moyen dans l'affaire n° 2542 et premier et troisième moyens dans l'affaire n° 2546)*

B.1.1. Il résulte de l'examen des requêtes que ces moyens portent sur les articles 129, 136, 137 et 138, 2°, de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police. Les requérants font grief à ces dispositions d'influencer de manière décisive des procédures juridictionnelles en cours, en méconnaissance des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec d'autres dispositions de la Constitution, des principes généraux du droit, ainsi que des dispositions de plusieurs conventions internationales.

B.1.2. L'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 dispose :

« La partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police est confirmée. »

Quant à l'article 168 de la loi-programme, il énonce :

« La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, à l'exception de :

[...]

les articles 120, 129 et 130 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001;

[...]. »

L'article 129 de la loi du 26 avril 2002 dispose :

« A l'article 168, quinzième tiret, de la loi-programme du 30 décembre 2001, les mots ' et 131 ' sont insérés entre le mot ' 130 ' et le mot ' qui '. »

Les articles 136 à 138 de la même loi énoncent :

« Art. 136. Les articles I.I.1<sup>er</sup>, II.I.11, II.II.1<sup>er</sup>, II.II.2, II.III.1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3, II.III.2, III.III.1<sup>er</sup>, III.III.2, III.V.1<sup>er</sup>, III.V.2, IV.I.4, IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.11, IV.I.15, alinéa 2, IV.I.35, IV.I.41, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, IV.I.49, VII.I.1<sup>er</sup>, VII.I.2, VII.I.3, VII.I.4, VII.I.5, VII.I.10, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.13, VII.I.21, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, VII.I.26, VII.I.27, alinéa 2, VII.I.28, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.29, VII.I.30, VII.I.40, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.41, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.I.44, VII.II.1<sup>er</sup>, § 2, VII.II.2, VII.II.4, VII.II.5, VII.II.6, VII.II.7, VII.II.8, VII.II.11, alinéa 2, VII.II.12, alinéa 2, VII.II.28, VII.II.29, VII.III.1<sup>er</sup>, VII.III.2, VII.III.3, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.4, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.8, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.16, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.19, VII.III.20, alinéa 1<sup>er</sup>, VII.III.53, VII.III.86, VII.III.87, VII.III.88, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129, VII.IV.2, VII.IV.4, VII.IV.5, VII.IV.6, VII.IV.7, VII.IV.8, VII.IV.9, VII.IV.13, alinéa 2, VII.IV.14, alinéa 2, VII.IV.15, alinéa 2, IX.I.1<sup>er</sup>, IX.I.2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, IX.I.3, IX.I.4, IX.I.6, alinéa 4, IX.I.7, alinéa 1<sup>er</sup>, IX.I.8, IX.I.10, IX.I.12, X.I.1<sup>er</sup>, XI.II.1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, XI.II.2, XI.II.16, XI.II.23, § 1<sup>er</sup>, XI.II.24, XI.II.25, XI.II.26, XI.II.27 et XI.II.28 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, sont confirmés.

Art. 137. Pour son application, la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmée par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001, doit être lue avec la version du même arrêté telle que fixée à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Les modifications apportées à l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité après cette date d'entrée en vigueur sont d'application conforme à cette partie XII dans la mesure et pour autant que ce soit explicitement prévu.

Art. 138. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de :

1<sup>o</sup> l'article 97 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001;

2<sup>o</sup> les articles 1<sup>er</sup> à 96, 130, 131 et 136 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2001. »

B.1.3. Les parties requérantes soutiennent que la confirmation en cause ne serait pas celle qu'avait prévue l'article 184 de la Constitution, dès lors qu'elle ne porte pas sur les éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police intégrés. N'ayant pas été prévue, la confirmation critiquée constituerait une validation contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'elle interfère dans une procédure juridictionnelle en cours, sans être motivée par des considérations d'intérêt général.

Dans leur troisième moyen, les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546 estiment que l'article 138 de la loi du 26 avril 2002, qui donne un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> avril 2001 aux articles de cette loi qui contiennent des dispositions figurant déjà « de façon plus ou moins similaire » dans les parties I à XI de l'arrêté royal du 30 mars 2001 et qui confirment des dispositions figurant dans lesdites parties a pour objet d'influencer de manière discriminatoire les procédures juridictionnelles dont ces dispositions réglementaires sont l'objet.

B.1.4. Ces moyens sont analogues à ceux examinés par la Cour, à propos de la loi-programme du 30 décembre 2001 et des dispositions attaquées ici, dans son arrêt n<sup>o</sup> 102/2003 du 22 juillet 2003. Ils doivent être rejetés pour les mêmes motifs, figurant *sub* B.16.1 à B.16.8 dudit arrêt.

*Quant au second moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 2542*

B.2.1. Les requérants allèguent la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou combinés avec d'autres dispositions constitutionnelles, législatives ou réglementaires, en ce que les dispositions attaquées intègrent au grade d'inspecteur de police de la police intégrée, d'une part, les sous-chefs et premiers sous-chefs d'aérodrome de gendarmerie et, d'autre part, les maréchaux et premiers maréchaux des logis de gendarmerie revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire et d'officier de police administrative, alors qu'ils auraient dû être intégrés, selon eux, dans le grade d'officier de la gendarmerie et, partant, dans le grade d'officier de la police intégrée.

B.2.2. Ce moyen est identique à celui que la Cour a examiné, à propos de l'article XII.II.15 de l'arrêté royal du 30 mars 2001, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 et auquel l'article 137 de la loi attaquée se réfère. La disposition attaquée a été annulée par cet arrêt en ce qu'elle a pour conséquence que les anciens sous-chefs d'aérodrome et premiers sous-chefs d'aérodrome qui ont choisi le maintien de leur statut d'origine ne conservent pas la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, et d'officier de police administrative.

Le moyen doit être rejeté pour le surplus, pour les motifs donnés *sub* B.17.3 à B.17.6 dudit arrêt.

*Quant au deuxième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546*

B.3.1.1. Dans le deuxième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546, les requérants allèguent la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec plusieurs dispositions législatives et avec des principes généraux du droit en ce que les dispositions attaquées intègrent dans un grade de niveau 2, avec une échelle de traitement du niveau 2+, les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire qui disposaient d'un grade de niveau 2+ au sein de celle-ci (article XII.II.18 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001).

B.3.1.2. Ils font grief à l'article XII.II.21, alinéa 3, du même arrêté d'insérer les inspecteurs divisionnaires 2C dans l'échelle de traitement M5.2 et à l'article XII.VII.17 de cet arrêté de permettre aux seuls inspecteurs divisionnaires 2D d'être promus au grade de commissaire de police dès qu'ils comptent quatre années d'ancienneté dans cette échelle de traitement, tandis que les inspecteurs divisionnaires 2C ne peuvent bénéficier d'une telle promotion automatique dès lors qu'ils sont insérés dans l'échelle de traitement M5.2, en application du susdit article XII.II.21, alinéa 3, confirmé.

B.3.1.3. Ils font valoir que les inspecteurs divisionnaires C, lauréats de l'examen D, seraient discriminés par le fait que l'article XII.VII.11 du même arrêté ne reprend pas le brevet 2D. Cet « oubli » aurait pour effet que ces inspecteurs ne sont pas insérés dans l'échelle M7bis, ce qui leur aurait permis d'être promus au grade de commissaire au terme de quatre années.

B.3.1.4. Les parties requérantes allèguent une discrimination à l'égard des commissaires judiciaires divisionnaires 1C qui sont insérés, en vertu de l'article XII.II.25 du même arrêté, au grade de commissaire de police, à l'échelle barémique O4, soit dans le même cadre que les officiers autres que généraux ou supérieurs de la gendarmerie. Cette intégration aurait pour effet d'assimiler de manière discriminatoire les commissaires judiciaires divisionnaires 1C aux commissaires 1B alors que, selon les requérants, ces deux catégories occupaient des places tout à fait différentes au sein de l'ancienne police judiciaire.

Elles prétendent encore qu'il est discriminatoire d'avoir inséré les commissaires judiciaires divisionnaires 1C à l'échelle barémique O4.

B.3.1.5. Les requérants reprochent aux articles XII.II.25, 27 et 28, ainsi qu'au tableau D1 de l'annexe 11 du même arrêté de prendre en considération les primes et allocations perçues par les gendarmes et les membres de l'ancienne police communale pour leur insertion dans la nouvelle police alors que tel n'aurait pas été le cas pour les membres de l'ancienne police judiciaire.

B.3.1.6. Les parties requérantes dénoncent une discrimination à l'égard des commissaires en chef de la police judiciaire, qui résulterait des articles XII.II.31 et XII.II.34 confirmés du même arrêté en ce qu'ils inséreraient les commissaires en chef de la police judiciaire dans l'échelle de traitement O6 ou O7 suivant la taille du ressort où ils exercent leurs fonctions, sans tenir compte de ce qu'ils disposent, dans ce grade, d'une ancienneté de plus ou de moins de six années et alors que le critère de l'ancienneté a été pris en considération pour les colonels de gendarmerie.

B.3.1.7. Les parties requérantes dénoncent le caractère discriminatoire du mécanisme de commissionnement organisé par les articles XII.VII.21, XII.VII.22 et XII.VII.23 du même arrêté.

B.3.1.8. Les parties requérantes reprochent à l'article XII.VII.16 du même arrêté de ne pas s'appliquer aux agents de la police judiciaire qui sont titulaires d'un des brevets repris par la disposition précitée mais qui sont insérés dans l'échelle de traitement M3.2.

B.3.2. Ces dispositions avaient été confirmées par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 (qui ne fait pas l'objet de l'actuel recours) et non par la loi du 26 avril 2002 qui fait l'objet du recours dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546.

Le moyen est donc irrecevable.

*Quant au quatrième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546*

B.4.1. Les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546 reprochent aux articles 3 et 136 de la loi attaquée d'établir les grades de la nouvelle police sans prévoir l'existence d'un niveau 2+ alors qu'ils bénéficiaient des avantages pécuniaires d'un tel niveau lorsqu'ils appartenaient à la police judiciaire et que des recrutements à des emplois de ce niveau seront possibles dans le futur. Ils estiment que l'assimilation au niveau 2 qui leur est imposée les prive de la possibilité d'accéder à des emplois de niveau 2+ dans l'administration générale.

B.4.2. L'article 3 de la loi du 26 avril 2002 dispose :

« Chaque cadre visé à l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi comprend un ou plusieurs grades qui se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

1<sup>o</sup> le cadre d'officiers :

- a) commissaire divisionnaire de police;
- b) commissaire de police;
- c) aspirant commissaire de police;

2<sup>o</sup> le cadre moyen :

- a) inspecteur principal de police;
- b) aspirant inspecteur principal de police;

3<sup>o</sup> le cadre de base :

- a) inspecteur de police;
- b) aspirant inspecteur de police;

4<sup>o</sup> le cadre d'auxiliaires de police :

- a) agent auxiliaire de police;
- b) aspirant agent auxiliaire de police.

Les officiers visés au 1<sup>o</sup>, a), sont les officiers supérieurs. »

L'article 136 de la même loi a été reproduit *sub* B.1.2.

B.4.3. Le grief est identique à celui qui a été examiné par la Cour dans l'arrêt n<sup>o</sup> 102/2003 à propos de l'article XII.II.18 de l'arrêté royal du 30 mars 2001, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001. Cette disposition a été annulée en ce qu'elle intègre les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire dans le grade d'inspecteur principal de la nouvelle police.

Le moyen doit être accueilli pour les mêmes motifs que ceux fondant cette annulation, donnés *sub* B.20.1 à B.20.7 dudit arrêt.

*Quant au cinquième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546*

B.5.1. Les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 2546 reprochent aux articles 3 à 96 et 136 de la loi du 26 avril 2002 de recopier ou de confirmer des dispositions qui, de manière discriminatoire, contiendraient des délégations ou des subdélégations portant sur des compétences que la Constitution réserve au législateur, notamment les dispositions figurant aux articles II.I.11 et III.V.1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 mars 2001.

B.5.2. Le moyen est irrecevable en tant qu'il porte sur d'autres délégations et subdélégations de pouvoir que celles que contiendraient les dispositions des articles II.I.11 et III.V.1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 mars 2001 : faute en effet de préciser de quelles dispositions il s'agit, le moyen ne permet ni aux parties ni à la Cour de déterminer avec précision l'objet du grief.

B.5.3. Les articles II.I.11 et III.V.1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 mars 2001 disposent :

« Art. II.I.11. Sans préjudice de l'article 54 de la loi, les officiers sont nommés par Nous.

Sans préjudice de l'article 56 de la loi, les autres membres du personnel sont nommés par le ministre ou engagés par le ministre ou par le directeur du service de la police fédérale qu'il désigne. »

« Art. III.V.1<sup>er</sup>. Le ministre fixe le code déontologique des services de police.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel qui ont une qualification professionnelle spécifique restent soumis au code déontologique y afférent. »

B.5.4. Les articles précités de l'arrêté royal du 30 mars 2001 ont été confirmés par l'article 136 de la loi attaquée. Le législateur a ainsi fait siennes les dispositions contenant les délégations critiquées par le moyen.

B.5.5. Les articles 27 et 50 de la loi du 26 avril 2002 disposent :

« Art. 27. Sauf en cas d'application de l'article 54 de la loi, les officiers sont nommés par le Roi.

Sauf en cas d'application de l'article 56 de la loi, les autres membres du personnel sont nommés par le ministre ou engagés par le ministre ou par le directeur du service de la police fédérale qu'il désigne. »

« Art. 50. Le Roi fixe le code de déontologie des services de police.

Sous réserve de l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les membres du personnel qui ont une qualification professionnelle spécifique restent soumis au code de déontologie y afférent. »

B.5.6. En attribuant au pouvoir législatif la compétence de régler les éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police, le Constituant a voulu éviter que le pouvoir exécutif règle seul cette matière; l'article 184 de la Constitution garantit ainsi qu'elle fera l'objet de décisions prises par une assemblée délibérante démocratiquement élue.

Bien que cette disposition réserve ainsi, en cette matière, la compétence normative au législateur fédéral - lequel doit en régler les éléments essentiels -, elle n'exclut pas que soit laissé un pouvoir limité d'exécution au Roi, voire à d'autres autorités désignées par le législateur. Une telle délégation n'est pas contraire au principe de légalité pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur.

Il y a lieu d'examiner dès lors si l'habilitation donnée au Roi par les dispositions attaquées respecte les limites ainsi définies.

B.5.7. Il ne peut être raisonnablement soutenu que l'habilitation donnée en matière de nominations (article II.I.11 de l'arrêté et article 27 de la loi) excède les limites précisées en B.5.6 : d'une part, parce que le législateur a arrêté les conditions de nomination des intéressés; d'autre part, parce que subordonner à l'intervention du législateur la désignation des agents en cause ne serait pas compatible avec les exigences d'efficacité du service auquel ils appartiennent.

B.5.8. L'habilitation donnée au ministre par l'article III.V.1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 mars 2001 et au Roi par l'article 50 de la loi du 26 avril 2002 n'est pas davantage critiquable. Les règles de déontologie sont en effet définies dans l'intérêt d'une profession ou d'un service public et concernent des manquements qui ne font pas nécessairement l'objet d'une définition précise. Dans ces conditions, le législateur a pu estimer qu'il ne lui revenait pas de fixer de telles règles et qu'il convenait qu'elles le soient par les autorités responsables du bon fonctionnement des services en cause.

B.5.9. Le moyen ne peut être retenu.

Par ces motifs,  
la Cour

- annule les articles 3 et 136 de la loi du 26 avril 2002 « relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police » en ce qu'ils ont pour effet d'intégrer les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire dans le grade d'inspecteur principal de la nouvelle police;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 janvier 2004.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président,  
M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

N. 2004 — 432

[2004/200134]

### Uittreksel uit arrest nr. 2/2004 van 14 januari 2004

Rolnummers 2542 en 2546

*In zake* : de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, ingesteld door J.-Y. Stevens en anderen en door de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 23 en 24 oktober 2002 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 24 en 25 oktober 2002, is beroep tot gehele of gedeeltelijke (artikelen 129 en 137) vernietiging ingesteld van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 2002, tweede uitgave) door :

- J.-Y. Stevens, wonende te 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyens, wonende te 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, wonende te 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, wonende te 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, wonende te 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, en O. Onkelinx-Hubeaux, wonende te 5580 Rochefort, rue des Fermes 11;

- de v.z.w. Syndicaat van de Belgische politie, met zetel te 1060 Brussel, Henri Jasparlaan 114/19, A. Delcourt, wonende te 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, E. Lebon, wonende te 5000 Namen, rue des Perdrix 15, R. Bamps, wonende te 6700 Aarlen, route de Neufchâteau 445, A. Moulin, wonende te 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, wonende te 1140 Brussel, Vliegpleinstraat 38, J.-M. Le Moine, wonende te 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, C. Pevenage, wonende te 1390 Graven, Ruelle des Croix 31, G. Willemart, wonende te 2100 Belgrade, rue des Balsamines 13, C. Denayer, wonende te 5340 Gesves, rue Les Fonds 92, en I. Carlier, wonende te 5000 Namen, rue J. Hamoir 34.

Bij beschikking van 31 oktober 2002 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

(...)

#### II. In rechte

(...)

*Ten aanzien van de retroactieve wettelijke bekrachtiging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (eerste middel in de zaak nr. 2542 en eerste en derde middel in de zaak nr. 2546)*

B.1.1. Uit het onderzoek van de verzoekschriften blijkt dat die middelen betrekking hebben op de artikelen 129, 136, 137 en 138, 2°, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten. De verzoekende partijen verwijten die bepalingen dat ze op ingrijpende wijze hangende jurisdictionele procedures beïnvloeden, met miskenning van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwettelijke bepalingen, algemene rechtsbeginselen en bepalingen van verscheidene internationale verdragen.

B.1.2. Artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 bepaalt :

« Deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten wordt bekrachtigd. »

Artikel 168 van de programmawet luidt :

« Deze wet treedt in werking op 1 januari 2002, met uitzondering van :

[...]

- de artikelen 120, 129 en 130 die uitwerking hebben op 1 april 2001;

[...]. »

Artikel 129 van de wet van 26 april 2002 bepaalt :

« In artikel 168 van de programmawet van 30 december 2001 worden in het vijftiende streepje, de woorden ' en 131 ' ingevoegd tussen het woord ' 130 ' en het woord ' die '. »

De artikelen 136 tot 138 van dezelfde wet luiden :

« Art. 136. De artikelen I.I.1, II.I.11, II.II.1, II.II.2, II.III.1, eerste, tweede en derde lid, II.III.2, III.III.1, III.III.2, III.V.1, III.V.2, IV.I.4, IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.11, IV.I.15, tweede lid, IV.I.35, IV.I.41, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, IV.I.49, VII.I.1, VII.I.2, VII.I.3, VII.I.4, VII.I.5, VII.I.10, eerste lid, VII.I.13, VII.I.21, eerste en tweede lid, VII.I.26, VII.I.27, tweede lid, VII.I.28, eerste lid, VII.I.29, VII.I.30, VII.I.40, eerste lid, VII.I.41, eerste lid, VII.I.44, VII.II.1, § 2, VII.II.2, VII.II.4, VII.II.5, VII.II.6, VII.II.7, VII.II.8, VII.II.11, tweede lid, VII.II.12, tweede lid, VII.II.28, VII.II.29,

VII.III.1, VII.III.2, VII.III.3, eerste lid, VII.III.4, eerste lid, VII.III.8, eerste lid, VII.III.16, eerste lid, VII.III.19, VII.III.20, eerste lid, VII.III.53, VII.III.86, VII.III.87, VII.III.88, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129, VII.IV.2, VII.IV.4, VII.IV.5, VII.IV.6, VII.IV.7, VII.IV.8, VII.IV.9, VII.IV.13, tweede lid, VII.IV.14, tweede lid, VII.IV.15, tweede lid, IX.I.1, IX.I.2, eerste en derde lid, IX.I.3, IX.I.4, IX.I.6, vierde lid, IX.I.7, eerste lid, IX.I.8, IX.I.10, IX.I.12, X.I.1, XI.II.1, eerste lid, XI.II.2, XI.II.16, XI.II.23, § 1, XI.II.24, XI.II.25, XI.II.26, XI.II.27 en XI.II.28 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, worden bevestigd.

Art. 137. Voor de toepassing van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, moet dat deel XII worden samengelezen met de versie van voornoemd besluit van 30 maart 2001 zoals vastgelegd op de datum van inwerkingtreding van deze wet. De wijzigingen van voornoemd besluit van 30 maart 2001 na die datum van inwerkingtreding zijn slechts van overeenkomstige toepassing op dat deel XII voor zover en in de mate dat daar uitdrukkelijk wordt in voorzien.

Art. 138. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

1° artikel 97 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2001;

2° de artikelen 1 tot 96, 130, 131 en 136 die uitwerking hebben met ingang van 1 april 2001. »

B.1.3. De verzoekende partijen betogen dat de in het geding zijnde bekrachtiging niet diegene zou zijn waarin bij artikel 184 van de Grondwet was voorzien, aangezien zij geen betrekking heeft op de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiediensten. Aangezien niet in de bekritiseerde bekrachtiging was voorzien, zou zij een geldigverklaring vormen die strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij ingrijpt in een hangend rechtsgeding, zonder gemotiveerd te zijn door overwegingen van algemeen belang.

In hun derde middel zijn de verzoekende partijen in de zaak nr. 2546 van mening dat artikel 138 van de wet van 26 april 2002, waarbij terugwerkende kracht tot 1 april 2001 wordt verleend aan de artikelen van die wet die bepalingen bevatten die reeds « op min of meer soortgelijke wijze » waren vermeld in de delen I tot XI van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 en die bepalingen bekrachtigen die in de voormelde delen zijn opgenomen, tot doel heeft de juridictionele procedures waarvan die reglementaire bepalingen het voorwerp uitmaken, op discriminerende wijze te beïnvloeden.

B.1.4. Die middelen zijn analoog met die welke het Hof, in verband met de programmawet van 30 december 2001 en de hierbij bestreden bepalingen, heeft onderzocht in zijn arrest nr. 102/2003 van 22 juli 2003. Ze moeten om dezelfde redenen, vermeld *sub* B.16.1 tot B.16.8 van voormeld arrest, worden verworpen.

*Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 2542*

B.2.1. De verzoekers voeren de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met andere grondwettelijke, wettelijke of reglementaire bepalingen, in zoverre de bestreden bepalingen in de graad van inspecteur van politie van de geïntegreerde politie, enerzijds, de onderluchthavenmeesters en eerste onderluchthavenmeesters bij de rijkswacht integreren, en, anderzijds, de wachtmeesters en eerste wachtmeesters bij de rijkswacht die de hoedanigheid hebben van officier van gerechtelijke politie en van officier van bestuurlijke politie, terwijl zij, volgens hen, geïntegreerd hadden moeten worden in de graad van officier van de rijkswacht en vandaar in de graad van officier van de geïntegreerde politie.

B.2.2. Dat middel is identiek aan datgene dat het Hof heeft onderzocht in verband met artikel XII.II.15 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 en waarnaar artikel 137 van de bestreden wet verwijst. De bestreden bepaling werd bij dat arrest vernietigd, in zoverre zij tot gevolg heeft dat de voormalige onderluchthavenmeesters en eerste onderluchthavenmeesters die voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut hebben gekozen, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, en van officier van bestuurlijke politie niet behouden.

Het middel moet voor het overige worden verworpen om de redenen vermeld *sub* B.17.3 tot B.17.6 van voormeld arrest.

*Ten aanzien van het tweede middel in de zaak nr. 2546*

B.3.1.1. In het tweede middel in de zaak nr. 2546 voeren de verzoekers de schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met verscheidene wetsbepalingen en met algemene rechtsbeginselen, in zoverre de bestreden bepalingen de inspecteurs en afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie die een graad van niveau 2+ hadden binnen de voormalige gerechtelijke politie, integreren in een graad van niveau 2 met een loonschaal van niveau 2+ (artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001).

B.3.1.2. Zij verwijten artikel XII.II.21, derde lid, van hetzelfde besluit dat het de afdelingsinspecteurs 2C inschaalt in de loonschaal M5.2, en artikel XII.VII.17 van dat besluit dat het de enkele afdelingsinspecteurs 2D in staat stelt bevorderd te worden tot de graad van politicommissaris, zodra zij vier jaar anciënniteit in die loonschaal hebben, terwijl de afdelingsinspecteurs 2C een dergelijke automatische bevordering niet kunnen genieten, aangezien zij worden ingeschaald in de loonschaal M5.2, met toepassing van het voormelde bekrachtigde artikel XII.II.21, derde lid.

B.3.1.3. Zij voeren aan dat de afdelingsinspecteurs C, geslaagd voor het examen D, zouden worden gediscrimineerd doordat artikel XII.VII.11 van hetzelfde besluit niet het brevet 2D overneemt. Die « vergetelheid » zou tot gevolg hebben dat die inspecteurs niet worden ingeschaald in de loonschaal M7bis, wat hen nochtans ertoe in staat zou hebben gesteld na vier jaar tot de graad van commissaris te worden bevorderd.

B.3.1.4. De verzoekende partijen voeren een discriminatie aan ten aanzien van de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C die, krachtens artikel XII.II.25 van hetzelfde besluit, in de graad van politicommissaris, worden ingeschaald in de loonschaal O4, zijnde in hetzelfde kader als dat van de andere officieren dan hoofd- of opperofficieren van de rijkswacht. Die inschaling zou tot gevolg hebben dat de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C op discriminerende wijze worden gelijkgesteld met de commissarissen 1B, terwijl, volgens de verzoekers, beide categorieën volkomen verschillende posten bekleedden binnen de voormalige gerechtelijke politie.

Zij beweren verder dat het discriminerend is dat de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C zijn ingeschaald in de loonschaal O4.

B.3.1.5. De verzoekers verwijten de artikelen XII.II.25, 27 en 28, alsmede de tabel D1 van bijlage 11 van hetzelfde besluit dat de door de rijkswachters en de leden van de voormalige gemeentepolitie ontvangen premies en toelagen in aanmerking worden genomen bij hun inschaling in de nieuwe politie, terwijl zulks niet het geval zou zijn geweest voor de leden van de voormalige gerechtelijke politie.

B.3.1.6. De verzoekende partijen klagen een discriminatie aan ten aanzien van de hoofdcommissarissen van de gerechtelijke politie, die zou voortvloeien uit de bekrachtigde artikelen XII.II.31 en XII.II.34 van hetzelfde besluit, in zoverre die artikelen de hoofdcommissarissen van de gerechtelijke politie zouden inschalen in de loonschaal O6 of O7 naar gelang van de omvang van het ambtsgebied waar zij hun functies uitoefenen, zonder rekening te houden met het feit of ze in die graad over een anciënniteit beschikken van meer of minder dan zes jaar en terwijl het criterium van anciënniteit in aanmerking is genomen voor de kolonels bij de rijkswacht.

B.3.1.7. De verzoekende partijen klagen het discriminerende karakter aan van het in de artikelen XII.VII.21, XII.VII.22 en XII.VII.23 van hetzelfde besluit georganiseerde mechanisme van aanstelling.

B.3.1.8. De verzoekende partijen verwijten artikel XII.VII.16 van hetzelfde besluit dat het niet van toepassing is op de ambtenaren van de gerechtelijke politie die houder zijn van een van de brevetten vermeld in de voormelde bepaling, maar die worden ingeschaald in de loonschaal M3.2.

B.3.2. Die bepalingen werden bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 (dat niet het voorwerp uitmaakt van onderhavig beroep) en niet bij de wet van 26 april 2002, die het voorwerp uitmaakt van het beroep in de zaak nr. 2546.

Het middel is derhalve onontvankelijk.

*Ten aanzien van het vierde middel in de zaak nr. 2546*

B.4.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2546 verwijten de artikelen 3 en 136 van de bestreden wet dat zij de graden van de nieuwe politie vaststellen, zonder te voorzien in een niveau 2+, terwijl zij de geldelijke voordelen van een dergelijk niveau genoten wanneer zij tot de gerechtelijke politie behoorden en indienstnemeningen voor betrekkingen van dat niveau in de toekomst mogelijk zullen zijn. Zij zijn van mening dat de aan hen opgelegde gelijkstelling met niveau 2 hun de mogelijkheid ontzegt om toegang te hebben tot betrekkingen van niveau 2+ in het algemeen bestuur.

B.4.2. Artikel 3 van de wet van 26 april 2002 bepaalt :

« Elk kader bedoeld in artikel 117, eerste lid, van de wet omvat één of meer graden die elkaar in navolgende hiërarchische orde opvolgen :

1° het officierskader :

- a) hoofdcommissaris van politie;
- b) commissaris van politie;
- c) aspirant-commissaris van politie;

2° het middenkader :

- a) hoofdinspecteur van politie;
- b) aspirant-hoofdinspecteur van politie;

3° het basiskader :

- a) inspecteur van politie;
- b) aspirant-inspecteur van politie;

4° het kader van hulpagenten van politie :

- a) hulpagent van politie;
- b) aspirant-hulpagent van politie.

De officieren bedoeld in 1°, a), zijn de hogere officieren. »

Artikel 136 van dezelfde wet is weergegeven *sub* B.1.2.

B.4.3. De grief is identiek aan die welke het Hof heeft onderzocht in het arrest nr. 102/2003 in verband met artikel XII.II.18 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001. Die bepaling is vernietigd, in zoverre zij de inspecteurs en afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie.

Het middel dient gegrond te worden verklaard om dezelfde redenen als die waarop die vernietiging berust, vermeld *sub* B.20.1 tot B.20.7 van voormeld arrest.

*Ten aanzien van het vijfde middel in de zaak nr. 2546*

B.5.1. De verzoekende partijen in de zaak nr. 2546 verwijten de artikelen 3 tot 96 en 136 van de wet van 26 april 2002 bepalingen over te nemen of te bekrachtigen die, op discriminerende wijze, delegaties of subdelegaties in verband met bevoegdheden die de Grondwet aan de wetgever voorbehoudt zouden bevatten, met name de bepalingen opgenomen in de artikelen II.I.11 en III.V.1 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001.

B.5.2. Het middel is onontvankelijk in zoverre het betrekking heeft op andere delegaties en subdelegaties van bevoegdheid dan die welke de bepalingen van de artikelen II.I.11 en III.V.1 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 zouden bevatten : immers, door niet te preciseren om welke bepalingen het gaat, maakt het middel het noch de partijen, noch het Hof mogelijk het onderwerp van de grief nauwkeurig vast te stellen.

B.5.3. De artikelen II.I.11 en III.V.1 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 bepalen :

« Art. II.I.11. Onverminderd artikel 54 van de wet, worden de officieren door Ons benoemd.

Onverminderd artikel 56 van de wet, worden de overige personeelsleden benoemd door de minister of in dienst genomen door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst van de federale politie. »

« Art. III.V.1. De minister stelt de deontologische code van de politiediensten vast.

Onverminderd het eerste lid, blijven de personeelsleden die een bijzondere beroepskwalificatie genieten onderworpen aan de daaraan verbonden deontologische code. »

B.5.4. De voormelde artikelen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 werden bekrachtigd bij artikel 136 van de bestreden wet. De wetgever heeft zich aldus de bepalingen toegeëigend waarin de in het middel bekritiseerde delegaties vervat zijn.

B.5.5. De artikelen 27 en 50 van de wet van 26 april 2002 bepalen :

« Art. 27. Behalve bij toepassing van artikel 54 van de wet, worden de officieren door de Koning benoemd.

Behalve met toepassing van artikel 56 van de wet, worden de overige personeelsleden benoemd door de minister of in dienst genomen door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst van de federale politie. »

« Art. 50. De Koning stelt de deontologische code van de politiediensten vast.

Onder voorbehoud van de toepassing van het eerste lid, blijven de personeelsleden die een bijzondere beroepskwalificatie genieten, onderworpen aan de daaraan verbonden deontologische code. »

B.5.6. Door de bevoegdheid inzake de regeling van de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten aan de wetgevende macht toe te wijzen, heeft de Grondwetgever willen vermijden dat die aangelegenheid zou worden geregeld door de uitvoerende macht alleen; aldus waarborgt artikel 184 van de Grondwet dat daarover wordt beslist door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Hoewel die bepaling, in die aangelegenheid, de normatieve bevoegdheid aldus voorbehoudt aan de federale wetgever - die de essentiële elementen ervan moet regelen -, sluit zij niet uit dat een beperkte uitvoeringsbevoegdheid aan de Koning, of zelfs aan andere door de wetgever aangewezen overheden, wordt overgelaten. Een dergelijke delegatie is niet in strijd met het legaliteitsbeginsel, voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn bepaald.

Bijgevolg dient te worden onderzocht of de bij de bestreden bepalingen aan de Koning verleende machtiging binnen de aldus vastgestelde perken blijft.

B.5.7. Er kan niet redelijkerwijs staande worden gehouden dat de inzake benoemingen verleende machtiging (artikel II.1.11 van het besluit en artikel 27 van de wet) de onder B.5.6 gepreciseerde perken te buiten gaat : enerzijds, omdat de wetgever de voorwaarden voor de benoeming van de betrokkenen heeft vastgesteld; anderzijds, omdat het feit dat de aanwijzing van de betrokken ambtenaren afhankelijk wordt gemaakt van het optreden van de wetgever, niet verenigbaar zou zijn met de vereisten inzake doeltreffendheid van de dienst waartoe zij behoren.

B.5.8. De machtiging die artikel III.V.1 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 aan de minister en artikel 50 van de wet van 26 april 2002 aan de Koning verlenen, kan evenmin worden bekritiseerd. De deontologische regels worden immers vastgesteld in het belang van een beroep of van een openbare dienst en hebben betrekking op tekortkomingen die niet noodzakelijk het voorwerp van een precieze definitie uitmaken. In die omstandigheden vermocht de wetgever te oordelen dat het niet aan hem stond dergelijke regels vast te stellen en dat die moesten worden vastgesteld door de overheden die verantwoordelijk zijn voor de goede werking van de betrokken diensten.

B.5.9. Het middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de artikelen 3 en 136 van de wet van 26 april 2002 « houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten », in zoverre zij tot gevolg hebben dat de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie worden geïntegreerd in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 januari 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 2004 — 432

[2004/200134]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 2/2004 vom 14. Januar 2004

Geschäftsverzeichnissrn. 2542 und 2546

*In Sachen:* Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigklärung des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste, erhoben von J.-Y. Stevens und anderen und von der VoG Syndicat de la police belge und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, M. Bossuyt, A. Alen, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 23. und 24. Oktober 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 24. und 25. Oktober 2002 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben Klage auf völlige oder teilweise (Artikel 129 und 137) Nichtigklärung des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 2002, zweite Ausgabe):

- J.-Y. Stevens, wohnhaft in 5170 Lustin, rue des Quatre Arbres 31, P. Cappuyns, wohnhaft in 1380 Lasne, rue Charlier 5, P. Delcroix, wohnhaft in 1340 Ottignies, chaussée de la Croix 14, E. Lispet, wohnhaft in 5350 Evelette, route de Résimont 127, R. Noga, wohnhaft in 4420 Montegnée, rue Joseph Dejardin 115, und O. Onkelinx-Hubeaux, wohnhaft in 5580 Rochefort, rue des Fermes 11;

- die VoG Syndicat de la police belge, mit Sitz in 1060 Brüssel, avenue Henri Jaspar 114/19, A. Delcourt, wohnhaft in 6141 Forchies-la-Marche, rue des Prisonniers de Guerre 28, E. Lebon, wohnhaft in 5000 Namur, rue des Perdrix 15, R. Bamps, wohnhaft in 6700 Arel, route de Neufchâteau 445, A. Moulin, wohnhaft in 5140 Sombreffe, chaussée de Bruxelles 22, M. Liekens, wohnhaft in 1140 Brüssel, rue de la Plaine d'Aviation 38, J.-M. Le Moine, wohnhaft in 1560 Hoeilaart, Biesmanstraat 77, C. Pevenage, wohnhaft in 1390 Grez-Doiceau, Ruelle des Croix 31, G. Willemart, wohnhaft in 2100 Belgrade, rue des Balsamines 13, C. Denayer, wohnhaft in 5340 Gesves, rue Les Fonds 92, und I. Carlier, wohnhaft in 5000 Namur, rue J. Hamoir 34.

Durch Anordnung vom 31. Oktober 2002 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

(...)

#### II. In rechtlicher Beziehung

(...)

*In bezug auf die rückwirkende gesetzliche Bestätigung des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (erster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2542 und erster und dritter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2546)*

B.1.1. Aus der Prüfung der Klageschriften wird deutlich, daß die Klagegründe sich auf die Artikel 129, 136, 137 und 138 Nr. 2 des Gesetzes vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste beziehen. Die klagenden Parteien bemängeln, daß diese Bestimmungen anhängige Gerichtsverfahren auf entscheidende Weise beeinflussen, und zwar unter Mißachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit anderen Verfassungsbestimmungen, allgemeinen Rechtsgrundsätzen sowie Bestimmungen verschiedener internationaler Verträge.

B.1.2. Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 besagt:

«Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste wird bestätigt.»

Artikel 168 des Programmgesetzes lautet:

«Dieses Gesetz tritt am 1. Januar 2002 in Kraft, mit Ausnahme

[...]

- der Artikel 120, 129 und 130, die am 1. April 2001 wirksam werden;

[...]».

Artikel 129 des Gesetzes vom 26. April 2002 besagt:

«In Artikel 168 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 werden unter dem fünfzehnten Gedankenstrich die Wörter ' und 131 ' zwischen das Wort ' 130 ' und das Wort ' die ' eingefügt».

Die Artikel 136 bis 138 desselben Gesetzes lauten:

«Art. 136. Die Artikel I.I.1, II.I.11, II.II.1, II.II.2, II.III.1 Absätze 1, 2 und 3, II.III.2, III.III.1, III.III.2, III.V.1, III.V.2, IV.I.4, IV.I.5, IV.I.6, IV.I.7, IV.I.8, IV.I.9, IV.I.10, IV.I.11, IV.I.15 Absatz 2, IV.I.35, IV.I.41, IV.I.42, IV.I.43, IV.I.44, IV.I.45, IV.I.46, IV.I.49, VII.I.1, VII.I.2, VII.I.3, VII.I.4, VII.I.5, VII.I.10 Absatz 1, VII.I.13, VII.I.21 Absätze 1 und 2, VII.I.26, VII.I.27 Absatz 2, VII.I.28 Absatz 1, VII.I.29, VII.I.30, VII.I.40 Absatz 1, VII.I.41 Absatz 1, VII.I.44, VII.II.1 § 2, VII.II.2, VII.II.4, VII.II.5, VII.II.6, VII.II.7, VII.II.8, VII.II.11 Absatz 2, VII.II.12 Absatz 2, VII.II.28, VII.II.29, VII.III.1, VII.III.2, VII.III.3 Absatz 1, VII.III.4 Absatz 1, VII.III.8 Absatz 1, VII.III.16 Absatz 1, VII.III.19, VII.III.20 Absatz 1, VII.III.53, VII.III.86, VII.III.87, VII.III.88, VII.III.124, VII.III.125, VII.III.129, VII.IV.2, VII.IV.4, VII.IV.5, VII.IV.6, VII.IV.7, VII.IV.8, VII.IV.9, VII.IV.13 Absatz 2, VII.IV.14 Absatz 2, VII.IV.15 Absatz 2, IX.I.1, IX.I.2 Absätze 1 und 3, IX.I.3, IX.I.4, IX.I.6 Absatz 4, IX.I.7 Absatz 1, IX.I.8, IX.I.10, IX.I.12, X.I.1, XI.II.1 Absatz 1, XI.II.2, XI.II.16, XI.II.23 § 1, XI.II.24, XI.II.25, XI.II.26, XI.II.27 und XI.II.28 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste werden bestätigt.

Art. 137. Für die Anwendung von Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, muß dieser Teil XII in Verbindung mit dem obenerwähnten Erlass vom 30. März 2001 in seiner am Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes bestehenden Fassung gelesen werden. Die am königlichen Erlass vom 30. März 2001 nach diesem Datum des Inkrafttretens vorgenommenen Änderungen sind lediglich entsprechend diesem Teil XII anwendbar, sofern und in dem Maße, wie dies ausdrücklich vorgesehen ist.

Art. 138. Dieses Gesetz tritt am Datum seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme

1. von Artikel 97, der am 1. Januar 2001 wirksam wird;

2. der Artikel 1 bis 96, 130, 131 und 136, die am 1. April 2001 wirksam werden.»

B.1.3. Die klagenden Parteien führen an, bei der angefochtenen Bestätigung handele es sich nicht um die in Artikel 184 der Verfassung vorgesehene Bestätigung, da sie sich nicht auf die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der integrierten Polizeidienste beziehe. Da die angefochtene Bestätigung nicht vorgesehen gewesen sei, sei sie eine im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehende Wirksamklärung, insofern sie in ein anhängiges Gerichtsverfahren eingreife, ohne durch Erwägungen des öffentlichen Interesses begründet zu sein.

In ihrem dritten Klagegrund sind die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2546 der Meinung, Artikel 138 des Gesetzes vom 26. April 2002, der den Artikeln dieses Gesetzes Rückwirkung zum 1. April 2001 verleihe, die Bestimmungen enthielten, die bereits «in mehr oder weniger ähnlicher Weise» in den Teilen I bis XI des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 bestanden hätten und die Bestimmungen bestätigten, die in den genannten Teilen enthalten seien, bezwecke, auf diskriminierende Weise die Gerichtsverfahren, deren Gegenstand diese Verordnungsbestimmungen seien, zu beeinflussen.

B.1.4. Diese Klagegründe sind die gleichen wie diejenigen, die der Hof im Zusammenhang mit dem Programmgesetz vom 30. Dezember 2001 und den darin angefochtenen Bestimmungen in seinem Urteil Nr. 102/2003 vom 22. Juli 2003 geprüft hat. Sie sind aus den gleichen, in B.16.1 bis B.16.8 des genannten Urteils angeführten Gründen abzuweisen.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2542*

B.2.1. Die Kläger führen einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an, an sich oder in Verbindung mit anderen Verfassungs-, Gesetzes- oder Ordnungsbestimmungen, insofern die angefochtenen Bestimmungen einerseits die untergeordneten und die ersten untergeordneten Flughafenleiter der Gendarmerie und andererseits die Wachtmeister und die ersten Wachtmeister der Gendarmerie, die die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier und als Verwaltungspolizeioffizier hätten, in den Dienstgrad als Polizeinspektor der integrierten Polizei integrieren würden, während sie nach ihrem Dafürhalten in den Dienstgrad als Gendarmerieoffizier und somit in den Dienstgrad als Offizier der integrierten Polizei hätten integriert werden müssen.

B.2.2. Dieser Klagegrund ist identisch mit demjenigen, den der Hof in Zusammenhang mit Artikel XII.II.15 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 geprüft hat, der durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 bestätigt wurde und auf den Artikel 137 des angefochtenen Gesetzes verweist. Die angefochtene Bestimmung wurde durch dieses Urteil für nichtig erklärt, insofern sie bewirkt, daß die ehemaligen untergeordneten Flughafenleiter und ersten untergeordneten Flughafenleiter, die sich für die Aufrechterhaltung ihres ursprünglichen Statuts entschieden haben, nicht die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier, Hilfsbeamter des Prokurators des Königs, und als Verwaltungspolizeioffizier behalten.

Der Klagegrund ist im übrigen aus den in B.17.3 bis B.17.6 des obengenannten Urteils angegebenen Gründen abzuweisen.

*In bezug auf den zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2546*

B.3.1.1. Im zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2546 führen die Kläger einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an, an sich oder in Verbindung mit verschiedenen Gesetzesbestimmungen und mit allgemeinen Rechtsgrundsätzen, insofern die angefochtenen Bestimmungen die Inspektoren und die Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei, die darin einen Dienstgrad der Stufe 2+ besessen hätten, in einen Dienstgrad der Stufe 2 mit einer Gehaltstabelle der Stufe 2+ eingliederten (Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001).



B.3.1.2. Sie bemängeln, daß Artikel XII.II.21 Absatz 3 desselben Erlasses die Abteilungsinspektoren 2C in die Gehaltstabelle M5.2 eingliedert und daß Artikel XII.VII.17 dieses Erlasses nur den Abteilungsinspektoren 2D die Möglichkeit biete, in den Dienstgrad als Polizeikommissar aufzusteigen, sobald sie vier Dienstjahre in dieser Gehaltstabelle aufwiesen, während die Abteilungsinspektoren 2C nicht eine solche automatische Beförderung erhalten könnten, da sie in Anwendung des obenerwähnten bestätigten Artikels XII.II.21 Absatz 3 in die Gehaltstabelle M5.2 eingegliedert würden.

B.3.1.3. Sie machen geltend, daß die Abteilungsinspektoren C, die die Prüfung D bestanden hätten, diskriminiert würden, da Artikel XII.VII.11 desselben Erlasses das Brevet 2D nicht übernehme. Diese «Unterlassung» habe zur Folge, daß diese Inspektoren nicht in die Gehaltstabelle M7bis eingegliedert würden, die ihnen die Möglichkeit geboten hätte, nach vier Jahren in den Dienstgrad als Kommissar befördert zu werden.

B.3.1.4. Die klagenden Parteien führen eine Diskriminierung der gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C an, die aufgrund von Artikel XII.II.25 desselben Erlasses im Dienstgrad als Polizeikommissar in die Gehaltstabelle O4 eingestuft würden, das heißt in den gleichen Kader wie die anderen Offiziere als die höheren Offiziere oder die Generaloffiziere der Gendarmerie. Durch diese Einstufung würden die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C auf diskriminierende Weise den Kommissaren 1B gleichgestellt, obwohl diese beiden Kategorien nach Ansicht der Kläger vollkommen unterschiedliche Posten innerhalb der ehemaligen Gerichtspolizei bekleidet hätten.

Ferner sei es nach ihrer Auffassung diskriminierend, daß die gerichtspolizeilichen Abteilungskommissare 1C in die Gehaltstabelle O4 eingegliedert worden seien.

B.3.1.5. Die Kläger bemängeln, daß die Artikel XII.II.25, 27 und 28 sowie die Tabelle D1 von Anlage 11 desselben Erlasses die Prämien und Zulagen der Gendarmen und der Mitglieder der ehemaligen Gemeindepolizei bei ihrer Eingliederung in die neue Polizei berücksichtigten, während dies für die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei nicht der Fall gewesen sei.

B.3.1.6. Die klagenden Parteien bemängeln eine Diskriminierung der Hauptkommissare der Gerichtspolizei, die sich aus den bestätigten Artikeln XII.II.31 und XII.II.34 desselben Erlasses ergebe, insofern diese Artikel die Hauptkommissare der Gerichtspolizei je nach der Größe ihres Amtsbereichs in die Gehaltstabelle O6 oder O7 eingliederten, ohne zu berücksichtigen, daß sie in diesem Dienstgrad über ein Dienstalter von mehr oder von weniger als sechs Jahren verfügt hätten, und während das Kriterium des Dienstalters für die Gendarmerieobersten berücksichtigt worden sei.

B.3.1.7. Die klagenden Parteien bemängeln die diskriminierende Beschaffenheit des Bestellungsmechanismus, der durch die Artikel XII.VII.21, XII.VII.22 und XII.VII.23 desselben Erlasses organisiert worden sei.

B.3.1.8. Die klagenden Parteien bemängeln, daß Artikel XII.VII.16 desselben Erlasses nicht auf die Bediensteten der Gerichtspolizei Anwendung finde, die im Besitz eines der in der obenerwähnten Bestimmung angeführten Brevets seien, jedoch in die Gehaltstabelle M3.2 eingegliedert worden seien.

B.3.2. Diese Bestimmungen waren durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 (der nicht Gegenstand dieser Klage ist), und nicht durch das Gesetz vom 26. April 2002, das Gegenstand der Klage in der Rechtssache Nr. 2546 ist, bestätigt worden.

Der Klagegrund ist folglich unzulässig.

*In bezug auf den vierten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2546*

B.4.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2546 bemängeln, daß die Artikel 3 und 136 des angefochtenen Gesetzes Dienstgrade der neuen Polizei festlegten, ohne das Bestehen einer Stufe 2+ vorzusehen, während sie in den Genuß der finanziellen Vorteile einer solchen Stufe gelangt seien, als sie der Gerichtspolizei angehören, und während Anwerbungen in Stellen dieser Stufe künftig möglich seien. Sie sind der Auffassung, die ihnen auferlegte Gleichstellung mit der Stufe 2 entziehe ihnen die Möglichkeit, Zugang zu Stellen der Stufe 2+ in der allgemeinen Verwaltung zu haben.

B.4.2. Artikel 3 des Gesetzes vom 26. April 2002 besagt:

«Jeder Kader im Sinne von Artikel 117 Absatz 1 des Gesetzes umfaßt einen oder mehrere Dienstgrade mit folgender Reihenfolge in der Hierarchie:

1. der Offizierskader:
  - a) Polizeihauptkommissar;
  - b) Polizeikommissar;
  - c) Polizeikommissaranwärter;
2. der mittlere Kader:
  - a) Polizeihauptinspektor;
  - b) Polizeihauptinspektoranwärter;
3. der Basiskader:
  - a) Polizeiinspektor;
  - b) Polizeiinspektoranwärter;
4. der Hilfskader der Polizei:
  - a) Polizeihilfsbediensteter;
  - b) Polizeihilfsbediensteter-Anwärter.

Die in Nr. 1 Buchstabe a) erwähnten Offiziere sind höhere Offiziere.»

Artikel 136 desselben Gesetzes wurde in B.1.2 angeführt.

B.4.3. Die Beschwerde ist identisch mit derjenigen, die der Hof im Urteil Nr. 102/2003 in bezug auf Artikel XII.II.18 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001, bestätigt durch Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, geprüft hat. Diese Bestimmung wurde für nichtig erklärt, insofern sie die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad als Hauptinspektor der neuen Polizei eingliedert.

Der Klagegrund ist aus den gleichen Gründen für begründet zu erklären wie denjenigen, auf denen diese Nichtigerklärung fußte und die in B.20.1 bis B.20.7 des besagten Urteils angeführt wurden.

*In bezug auf den fünften Klagegrund in der Rechtssache Nr. 2546*

B.5.1. Die klagenden Parteien in der Rechtssache Nr. 2546 bemängeln, daß die Artikel 3 bis 96 und 136 des Gesetzes vom 26. April 2002 Bestimmungen kopierten oder bestätigten, die auf diskriminierende Weise Ermächtigungen oder Unterermächtigungen in bezug auf Zuständigkeiten beinhalteten, die durch die Verfassung dem Gesetzgeber vorbehalten seien, insbesondere die in den Artikeln II.I.11 und III.V.1 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 enthaltenen Bestimmungen.

B.5.2. Der Klagegrund ist unzulässig, insofern er sich auf andere Ermächtigungen und Unterermächtigungen bezieht als diejenigen, die in den Bestimmungen der Artikel III.I.11 und III.V.1 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 enthalten wären; da nämlich nicht präzisiert wird, um welche Bestimmungen es sich handelt, ist es weder den Parteien noch dem Hof möglich, den Gegenstand der Beschwerde genau zu bestimmen.

B.5.3. Die Artikel II.I.11 und III.V.1 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 besagen:

«Art. II.I.11. Unbeschadet des Artikels 54 des Gesetzes werden die Offiziere durch Uns ernannt.

Unbeschadet des Artikels 56 des Gesetzes werden die übrigen Personalmitglieder durch den Minister ernannt oder durch den Minister oder den Direktor des von ihm bestimmten föderalen Polizeidienstes eingestellt.»

«Art. III.V.1. Der Minister legt den Kodex der Standespflichten der Polizeidienste fest.

Unbeschadet des ersten Absatzes unterliegen die Personalmitglieder, die eine spezifische berufliche Qualifikation haben, weiterhin dem diesbezüglichen Kodex der Standespflichten.»

B.5.4. Die obengenannten Artikel des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 wurden durch Artikel 136 des angefochtenen Gesetzes bestätigt. Der Gesetzgeber hat somit die Bestimmungen übernommen, in denen die im Klagegrund bemängelten Ermächtigungen enthalten sind.

B.5.5. Die Artikel 27 und 50 des Gesetzes vom 26. April 2002 besagen:

«Art. 27. Außer im Falle der Anwendung von Artikel 54 des Gesetzes werden die Offiziere durch den König ernannt.

Außer im Falle der Anwendung von Artikel 56 des Gesetzes werden die übrigen Personalmitglieder durch den Minister ernannt oder durch den Minister oder den Direktor des von ihm bestimmten föderalen Polizeidienstes eingestellt.»

«Art. 50. Der König legt den Kodex der Standespflichten der Polizeidienste fest.

Vorbehaltlich der Anwendung von Absatz 1 unterliegen die Personalmitglieder, die eine spezifische berufliche Qualifikation besitzen, weiterhin dem diesbezüglichen Kodex der Standespflichten.»

B.5.6. Indem der Verfassungsgeber der gesetzgebenden Gewalt die Befugnis verlieh, die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste zu regeln, wollte er vermeiden, daß die ausführende Gewalt diesen Sachbereich alleine regelt; Artikel 184 der Verfassung garantiert somit, daß er Gegenstand von Entscheidungen einer demokratisch gewählten Versammlung ist.

Obwohl diese Bestimmung somit in diesem Sachbereich die Rechtsetzungsbefugnis dem föderalen Gesetzgeber vorbehält - der seine wesentlichen Elemente regeln muß -, schließt sie nicht aus, daß dem König oder gar anderen, vom Gesetzgeber bestimmten Obrigkeiten eine begrenzte Ausführungsbefugnis überlassen bleibt. Eine solche Ermächtigung steht nicht im Widerspruch zum Legalitätsprinzip, vorausgesetzt, die Ermächtigung ist ausreichend präzise beschrieben und bezieht sich auf die Ausführung von Maßnahmen, deren wesentliche Elemente vorher vom Gesetzgeber festgelegt wurden.

Folglich ist zu prüfen, ob die Ermächtigung des Königs durch die angefochtenen Bestimmungen den somit beschriebenen Grenzen entspricht.

B.5.7. Man kann nicht vernünftigerweise davon ausgehen, daß die in bezug auf die Ernennungen erteilte Ermächtigung (Artikel II.I.11 des Erlasses und Artikel 27 des Gesetzes) über die in B.5.6 präzisierten Grenzen hinausginge, denn einerseits hat der Gesetzgeber die Bedingungen für die Ernennung der Betroffenen festgelegt, und andererseits wäre es, wenn man die Benennung der Bediensteten vom Eingreifen des Gesetzgebers abhängig machen würde, nicht mit den Erfordernissen der Effizienz ihres Dienstes vereinbar.

B.5.8. Die dem Minister durch Artikel III.V.1 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 und dem König durch Artikel 50 des Gesetzes vom 26. April 2002 erteilte Ermächtigung ist ebenfalls nicht anfechtbar. Die Regeln der Berufsethik werden nämlich im Interesse eines Berufsstandes oder eines öffentlichen Dienstes festgelegt und betreffen Fehler, die nicht notwendigerweise Gegenstand einer präzisen Definition sind. Unter diesen Bedingungen konnte der Gesetzgeber davon ausgehen, daß es ihm nicht oblag, solche Regeln festzulegen, und daß es angebracht war, daß dies durch die für das ordnungsgemäße Funktionieren der betreffenden Dienste verantwortlichen Obrigkeiten geschieht.

B.5.9. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt die Artikel 3 und 136 des Gesetzes vom 26. April 2002 «über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste» für nichtig, insofern sie zur Folge haben, daß die Inspektoren und Abteilungsinspektoren der ehemaligen Gerichtspolizei in den Dienstgrad als Hauptinspektor der neuen Polizei eingegliedert werden;

- weist die Klagen im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Januar 2004.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 2004 — 433

[2004/15004]

29 JANUARI 2003. — Ministerieel besluit tot oprichting van een Basisoverlegcomité 500 voor de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, met name artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 2004 — 433

[2004/15004]

29 JANVIER 2003. — Arrêté ministériel portant création d'un Comité de concertation de base 500 pour le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

Le Ministre des Affaires étrangères,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les Autorités publiques et les Syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10, modifié par la loi du 19 juillet 1983;